

Masmoudi continue de supplier les Etats-Unis d'intervenir contre les intérêts de la Tunisie

Non satisfait de supplier les Américains de considérer l'annonce, le 25 juillet 2021, des «mesures exceptionnelles» par le président Kaïs Saïed comme un coup d'État, Radwan Masmoudi les supplie aussi pour qu'ils fassent pression sur les Saoudiens pour qu'ils n'apportent pas leur soutien financier à la Tunisie, quitte à ce que la subsistance de 12 millions de Tunisiens soit sacrifiée sur l'autel des intérêts du parti islamiste Ennahdha.

Le président du Centre d'études de la démocratie et l'islam, un *think-tank* disposant d'un siège à Washington et d'un bureau à Tunis et financé par le secrétariat d'Etat américain, qui est, comme tout le monde sait, un fervent partisan du parti islamiste tunisien et son lobbyiste le plus actif aux États-Unis, ne cesse d'appeler l'administration Joe Biden à faire pression sur la Tunisie pour que le président Saïed revienne sur les «mesures exceptionnelles» ayant mis fin à une décennie d'errements politiques, de mauvaise gouvernance et de corruption généralisée ayant détourné la transition démocratique tunisienne de son chemin et mis l'État tunisien au bord de la banqueroute.

Pis encore, depuis que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït ont fait part de leur disposition à venir en aide à la Tunisie pour qu'elle puisse sortir de la crise socio-économique où elle se trouve, ce «traître», qui n'a pas honte d'appeler ses bailleurs de fonds et employeurs américains à s'immiscer dans les affaires intérieures de son pays, s'agite comme un forcené à travers les médias et les réseaux sociaux pour appeler Washington à utiliser son influence sur les pays du Golfe pour les dissuader de prêter main forte à la Tunisie (voir son post ci-dessous).



C'est ainsi que le 27 octobre, il s'est demandé pourquoi les Américains ne demandent pas aux Saoudiens de «mettre fin à leur soutien au coup d'Etat en Tunisie», et ce dans le compte Twitter du secrétaire d'État américain Antony Blinken parlant des discussions de ce dernier avec le ministre saoudien des Affaires étrangères Faisal Bin Farhan à propos de «la réponse au coup d'État militaire au Soudan et autres importants sujets d'intérêt commun, incluant les droits de l'Homme».

Réagissant à la multiplication des actes de trahison de Masmoudi, beaucoup de Tunisiens s'interrogent sur les réseaux sociaux pourquoi les autorités tunisiennes ne réagissent-elles pas pour y mettre fin de manière ferme, en poursuivant le Nahdhaoui en justice pour haute trahison et en fermant le bureau de son *think-tank* en Tunisie. Ce serait la moindre des choses...

I. B.